



# L'argent, le dernier tabou

Stéphane Gaudet, rédacteur en chef

**A**u cours de son histoire, l'Église Unie a brisé plusieurs tabous, mais il en reste un, et de taille : l'argent. Au sein de notre confession cohabitent des paroisses riches et des paroisses qui peinent à survivre. Notre système congrégationaliste à cet égard a pour conséquence qu'il n'y a aucun système de péréquation officielle. Ainsi, une bonne partie de nos ministères en français dépendent des dons faits au Fonds Mission et Service et à d'autres fonds. Quoique ce financement basé sur les dons soit fragile, nous reconnaissons la grande générosité des paroisses et des personnes qui contribuent à ces fonds, générosité sans laquelle la plupart des ministères francophones, y compris cette revue, ne pourraient exister.

En août 2009, le 40<sup>e</sup> Conseil général a déclaré que les ministères en français « faisaient partie intégrante de l'identité, de la mission et de la vision d'avenir » de l'Église Unie. Il a aussi engagé l'Église à consolider les ministères existants et à en développer de nouveaux, se fixant comme but la création d'au moins cinq nouveaux ministères. En recevant le rapport proposé par les Ministères en français (MiF), le Conseil général demandait du même coup à l'Exécutif de mettre en œuvre le financement de l'équivalent de cinq postes à temps plein, soit 3,5 millions de dollars sur 13 ans, selon la ventilation présentée dans le rapport.

Dans ce but, l'Exécutif a créé un fonds « Nouveaux ministères en français » en y transférant 400 000 \$ d'un autre fonds. Au moment de sa création, il n'y avait aucune stratégie précise pour combler l'écart entre cette somme et les 3,5 millions promis, sinon de demander aux instances (paroisses, consistoires, synodes), dans les régions où existe un potentiel pour de nouveaux ministères en français, de donner priorité au développement de ces ministères en allouant au nouveau fonds une proportion des revenus de vente de bâtiments, entre autres. Le Synode Montréal et Ottawa a été le premier à agir en versant 50 000 \$ en 2011. Jusqu'à maintenant, il a été le seul. Nous espérons que d'autres instances emboîteront le pas.

Aussi, quand ils ne sont pas financièrement autonomes, les ministères en général (y compris nos ministères en français, mais aussi d'autres paroisses, ministères communautaires et missions, séminaires, etc.) ont une obligation de résultats, et on veut quantifier ces résultats. Il faut rentabiliser l'investissement ! Mais combien des paroisses de l'Église Unie s'autofinancent vraiment ? Bon nombre d'entre elles, qui ne rassemblent plus qu'une poignée de fidèles, n'existent encore que grâce aux investissements hérités d'un passé glorieux où il était coutumier que de riches paroissiens lèguent une partie de leur fortune à leur Église. Les nouveaux ministères francophones, eux, n'ont souvent pas de bâtiment à louer, de stationnement à exploiter ni de legs de généreux bienfaiteurs du passé. Comment rendre un ministère autonome financièrement en l'absence de ces atouts dont bénéficient les paroisses plus anciennes ?

Oui, il y a du potentiel pour les ministères en français de l'Église Unie. Nos paroisses ne cessent d'accueillir des catholiques et des ex-évangéliques qui aspirent à autre chose. Mais d'où viendront les sous ? Bien que notre Église compte beaucoup moins de membres que dans les années 1960, le Fonds Mission et Service a pourtant réussi à amasser l'an dernier 29 millions, la même somme qu'il y a 50 ans : **un vrai miracle ! Cela montre bien l'extrême générosité des gens et des paroisses.** Mais 29 millions en 2012 ne permettent pas de payer autant de choses qu'en 1962.

La question est la suivante : l'autonomie financière est-elle le seul critère permettant de juger des fruits d'un ministère ? Est-ce le seul but visé, que ça s'autofinance ? Comme Église, qu'est-ce qui devrait être le plus important, l'argent ou transformer des vies ? Je crois que l'Église doit changer sa façon de concevoir la viabilité des ministères en regardant leurs fruits, tous leurs fruits, et pas seulement les sous qu'ils rapportent. ■

Chère Darla, au nom de toute l'équipe, au revoir et merci pour tout, ce fut un réel plaisir de travailler avec toi !

## COURRIER DES LECTEURS

Merci pour votre dernière revue *Aujourd'hui Credo*. Ce numéro de septembre-octobre est très intéressant. [...]

Longue vie à *Aujourd'hui Credo*.

Charlotte Leduc, s.n.j.m. Longueuil

Bonjour Stéphane,

C'est avec beaucoup d'attention que j'ai lu et relu ton compte-rendu des Assises de la spiritua-

lité publié sous le titre « Une spiritualité avec ou sans Dieu ? » (novembre-décembre, p. 8-15). Je partage ton trouble exprimé dans l'éditorial au sujet d'une « transcendance qui serait dans nos relations avec les autres, (d'un) Dieu qu'on doit trouver dans les autres. »

Voici quelques éléments de mon malaise. Il y a, en premier lieu, les nominations contemporaines de Dieu : quelque chose, une force, une énergie, un souffle d'amour (L. Basset) associé

à un dynamisme, un mouvement. Ces vocables ont partie liée, à mes yeux, avec la science physique ; en cela, ils ne rendent pas plus crédible, mais plus acceptable, plus *politically correct*, l'expérience spirituelle ou religieuse dans notre société où la pensée scientifique joue un si grand rôle.

Le second élément qui m'interroge est l'ensemble des refus opposés à la question de Dieu et répertoriés par L. Basset : « refus